

rien pour m'en lâcher de proclamer que chaque habitant du Canada doit avoir le libre exercice de ses droits. Je suis un citoyen de ce grand pays, et je déclare que le bon fonctionnement de la Confédération dépend de la juste reconnaissance des droits de tout homme, quelle que soit sa classe ou sa foi religieuse.

Il m'a fait peine d'apprendre ici que, dans certaines localités, on avait tenté de soulever des préjugés nationaux. Si je ne me trompe, on a eu recours à cette tactique, mais un homme qui aime son pays n'approuvera pas une conduite de cette nature. Je crois que nous devons faire appel à l'intelligence et non aux préjugés de la population du Canada. Si les honorables membres de la droite ont cru devoir faire appel aux préjugés au lieu de présenter des arguments, c'est leur affaire et non la mienne, mais ils seront punis par où ils auront péché. On ne nourrit pas un homme de préjugés seulement, il peut donner une meilleure nourriture à son âme et à son corps.

Tout Canadien sincère doit sérieusement étudier la proposition de l'honorable premier ministre. Et j'ose affirmer que le pays ne l'approuvera pas. Le peuple, dans son profond sens commun, est conservateur en principe, et le peuple désire sauvegarder le pays et toutes les institutions. J'ose prédire que le Sénat croîtra de jour en jour en importance. Pourquoi les membres de la droite veulent-ils changer la constitution du Sénat ? Pour avoir la réponse, nous n'avons qu'à examiner la ligne de conduite qu'ils ont suivie depuis qu'ils sont au pouvoir. Le Sénat se trouve dans leur chemin comme un obstacle, mais les hommes bien pensants de ce pays veulent le conserver. Le Sénat est un obstacle pour les hommes qui veulent fourrer leurs bras jusqu'au coude dans le trésor public, et aussi pour des hommes qui veulent donner, sans son contrôle, des entreprises risquées, imprévoyantes. C'est aussi un obstacle pour les hommes qui veulent exploiter, si je puis me servir de cette expression, la caisse publique. C'est une sentinelle que l'on doit conserver à son poste, même dans l'intérêt des honorables membres de la droite et du premier ministre lui-même.

Qu'aurait fait l'honorable Alexander Mackenzie si le Sénat n'était pas venu à son secours, lorsque, ainsi qu'il le disait, il dormait assis sur le coffre de l'Etat afin d'en éloigner ses amis libéraux ? Ce pauvre Alexander Mackenzie aurait un sommeil agité s'il vivait encore. Il était heureux d'avoir le Sénat et le premier ministre partagera ce sentiment, avant longtemps, peut-être, car ce corps pourra le sortir d'embarras de temps en temps. Mais il y a quelque anguille sous roche. On doit méditer quelque plan nouveau. S'il exposait sa politique devant le pays, je me sais s'il remporterait les élections. Ce serait peut-être

une autre affaire dans le genre du plébiscite. Je crois connaître assez bien ce que veut le premier ministre. Il désire saisir la Chambre d'un bill infâme relatif au remaniement des divisions électorales, et il craint de le voir rejeter par le Sénat. Alors, il en appellerait au pays en poussant un terrible cri de guerre contre la Chambre haute, et il remporterait les élections. Voilà le projet, car tout ce qu'on mentionne dans le discours du trône, c'est un bill concernant le remaniement des comtés. C'est du bien pauvre blé à apporter à un bien grand moulin ; mais nous allons le moudre, et je présume qu'il n'y a pas de doute que les honorables membres de la droite vont se trouver dans le pétrin. Nous allons moudre ce blé, et si bien qu'ils ne sauront pas quand ils pourront regagner leurs foyers.

Les honorables membres de la droite en ont-ils fini avec les grandes questions qui ont agité le pays ? Ils entreprennent une bien petite besogne, lorsqu'ils n'ont rien autre chose à offrir qu'un bill de "gerrymander." Ils veulent en appeler au pays et avoir un cri de guerre. Ils ne sont jamais arrivés au pouvoir sans un cri de guerre ou un scandale, et lorsqu'ils n'en avaient pas, ils en inventaient. J'avais toujours pensé qu'un grand parti devait en appeler au peuple sur des questions de principe. Ils me rappellent ce politicien américain qui, après avoir parlé deux heures et demie avec beaucoup de conviction, termina son discours en disant : "Messieurs, voilà mes principes, mais si vous ne les aimez pas, je puis les changer." C'est une vieille histoire, mais qui peut s'appliquer avec beaucoup de force aux membres de la droite.

La population du pays s'est aperçue que ces hommes n'étaient pas sincères, et elle ne veut plus leur confier ses grands intérêts à l'avenir. Le terrain glisse sous leurs pieds ; ils entendent un bruit si assourdissant qu'ils en sont malades, ils ont eu trop de "Tarte."

Une VOIX : Et de castoria.

M. BRODER : Non, c'est un pécheur trop endurci pour prendre ce remède d'enfant. Le premier ministre sait qu'il ne peut se passer de son collègue. Il serait peut-être heureux de se débarrasser de quelques-uns de ses mauvais associés, mais il en est un dont il ne peut se débarrasser, car il lui est nécessaire. C'est l'homme qui conduit et domine le parti libéral, il n'y a aucun doute. Je n'en suis pas fâché, car je pense que le parti libéral déplorera bientôt l'influence que cet homme exerce ici. Je ne serais pas fâché de voir dans les rangs de mes adversaires une couple d'hommes comme lui.

Je ne veux pas, M. l'Orateur, parler trop longtemps, je ne prends pas la parole souvent, et vous en êtes peut-être heureux. Je représente un comté important, et je m'efforce de faire mon devoir. Je crois qu'il existe, chez un grand nombre d'électeurs de